

TTIP comme révélateur : construire ou détruire l'Europe

Interview de Mr. Pierre Defraigne par le journal POUR

La libéralisation totale du marché du travail conduit à un nouvel équilibre, mais un équilibre à un niveau de pauvreté intolérable pour la démocratie. Le néo-libéralisme est doublement erroné: sur le plan économique, c'est la marchandisation de tous les aspects de la vie et de la société au motif que le marché est toujours plus efficace et s'autorégule; sur le plan politique, c'est cette prétention inouïe que l'Etat doit s'effacer.

L'Europe doit se construire. Le TTIP va la détruire et créer des blocs commerciaux. Derrière ceux-ci se profilent des Blocs commerciaux et monétaires, et derrière ceux-là, des Blocs économiques qui deviennent rivaux et finalement des forces potentielles d'affrontements militaires.

POUR : Le développement de l'Europe est-il en contradiction avec la signature du Traité Transatlantique (TTIP)?

Une société s'appuie sur un marché, mais le politique doit réaliser l'unité entre le marché et la société, c'est son rôle. Le politique doit garantir la cohérence entre les règles du marché, son fonctionnement, et les attentes de la société. Et cette société est démocratique dans la mesure où elle atteint un certain niveau d'égalité.

Cela suppose un rapport de force entre les marchés et le politique. Si les écarts de richesse et de statut entre les citoyens sont trop grands, la cohésion politique est ébranlée. Le politique est comptable de cette cohérence: il doit contraindre le marché à ne pas générer des écarts trop grands de patrimoine et de revenu entre les gens. Découpler la société du marché en disant «on va faire un marché transatlantique et une société européenne», c'est extrêmement problématique. Ce serait la construction d'un grand marché qui aurait une sorte de structure politique duale, d'un côté, le gouvernement des Etats-Unis, et de l'autre, la constellation européenne, parce que l'Europe n'est pas un gouvernement, mais des gouvernements. Avoir un marché écartelé entre deux puissances politiques qui rendent compte à des sociétés différentes, notamment dans leurs rapports à l'égalité, est quelque chose d'invivable.

Cela développerait l'accroissement des différences en Europe, qui sont déjà très grandes, entre les pays, entre les plus forts et les plus faibles?

C'est inexorable. L'Amérique est elle-même un pays très divisé, très fragmenté : les niveaux de vie vont du simple au double; par contre, un budget fédéral organise une certaine solidarité entre Etats.

Ce qui n'est pas encore le cas en Europe?

Je n'aime pas le mot «encore». Ce qui n'est pas le cas en Europe. Et nous ne savons pas encore si l'Europe va dans cette direction.

Donc si ce Traité Transatlantique s'impose, ce sera un frein considérable, voire une impossibilité de créer une meilleure cohérence entre le marché et une démocratie vivante, un minimum d'écart économique entre les citoyens?

Pour moi l'essence du projet européen, c'est le modèle européen qui est à construire. Il y existe un vague cadre hérité de l'ordo-libéralisme allemand et mâtiné de normes plus sociales venant de l'Europe continentale, compensé par des normes moins sociales venant de l'Angleterre, mais ces modèles sociaux nationaux sont en compétition. L'Europe organise la compétition des modèles nationaux puisqu'elle favorise le libre mouvement des biens et des services, tout en mettant en compétition des modèles sociaux et fiscaux différents. Si on ne réconcilie pas ces tendances en Europe, on manque du ciment qui seul peut faire une Europe politique.

Ce Traité va-t-il favoriser les grands industriels européens, les milieux d'affaires et la City de Londres? Va-t-il défavoriser d'autres secteurs dont l'agriculture? Va-t-il accroître les difficultés et les perceptions de la démocratie en Europe?

En Europe, nous souffrons d'un écart avec les Etats-Unis. Nous n'avons pas, dans les technologies avancées, les capacités industrielles qu'ils ont développées. Nous n'avons pas le même niveau d'innovation parce que nous n'avons quasiment pas de grand groupe européen, à l'exception d'Airbus, qui est en compétition avec Boeing, et nous n'avons pas de start-up européennes parce que ce n'est pas notre culture. Nous sommes à la peine dans l'énergie, dans les télécommunications, dans le digital, dans les services financiers, dans les industries de défense. L'Europe est morcelée, l'Amérique est unifiée.

L'Amérique va bien sûr «bouffer» l'Europe, et toutes les restructurations se feront au profit des actionnaires des groupes américains.

Il y a, hélas, en Europe, une forme d'euro-scepticisme de l'intérieur qu'on ignore complètement. Au sein même des institutions, il y a un certain courant, non négligeable, qui est toujours d'inspiration néolibérale mais aussi atlantique, pour des raisons historiques et culturelles.

Ces eurosceptiques de l'intérieur, ou «déclinistes», pensent que l'Europe n'aura jamais les moyens d'exister comme un pôle propre dans un monde multipolaire, que l'avenir de l'Europe est d'être un sous-ensemble d'un espace atlantique. Construire l'Europe ainsi, c'est renoncer à défendre les éléments de civilisations dont l'Europe est garante et dont le modèle européen doit être l'expression concrète.

Croient-ils qu'il faut se mettre à la remorque des Etats-Unis, quitte à dissoudre le projet européen?

Ils manquent de réflexion sur la modernité. Celle-ci n'est pas dans le productivisme mais dans la solidarité et la soutenabilité. L'Europe est le continent le plus ancien, a l'histoire la plus prestigieuse en créativité et domination du reste du monde, mais aussi traumatisante par les souffrances internes qu'elle s'est infligées par ses divisions, conflits et destructions. L'Europe ne doit pas vendre un système européen comme universel, mais elle a le devoir, par son histoire, ses valeurs, son expérience, d'ouvrir la route vers un type de société plus fraternelle et plus soutenable. Là est la vraie modernité de l'Europe, une capacité à faire rêver les autres nations.

Quel est le risque de dollarisation du système économique et financier, et donc de perte de crédibilité de l'Euro au niveau du marché mondial? Mr Juncker ne joue-t-il pas un jeu favorisant cette dollarisation, faisant ainsi le jeu de Marine Le Pen?

Je ne classe pas Mr Juncker parmi les eurosceptiques. Je pense que son inclination personnelle est européenne. Pourra-t-il résister au courant eurosceptique à l'intérieur de la Commission? Ce sera le test de sa présidence. Sera-t-il capable, lui, démocrate-chrétien, de puiser dans ses propres références de quoi tenir en échec le hold-up américain sur l'Europe?

Dans un marché unique transatlantique, se pose le problème de la coexistence de deux monnaies internationales. Celui qui a la puissance militaire a aussi la monnaie dominante. C'est un fait de l'histoire. L'Euro deviendra une monnaie de transaction utile pour le marché européen, mais affaiblie sur le plan international. Ce qui donne la préférence mondiale au dollar comme réserve de change, c'est la puissance militaire des Etats-Unis : le dollar est perçu comme une monnaie sûre. C'est dur à admettre. Beaucoup d'économistes, étrangement, ne font jamais le lien entre la monnaie et la puissance militaire. Ils voient cela comme un problème technique, alors que c'est un problème politique.

Le mandat des pays européens à la Commission prévoit la mise en place d'un Conseil de coopération réglementaire. Ce Conseil serait chargé de statuer sur tout nouveau projet législatif ou normatif. Rien n'est prévu quant à la composition de ce Conseil et son contrôle démocratique. Sans cela, l'Europe n'accepte-t-elle pas de confier le législatif aux technocrates et aux multinationales?

C'est une simplification osée, mais pas fautive. Je vous l'ai dit: il faut une unité entre le marché, la société et le politique. Découpler le marché du politique, ce que fait ce Conseil, c'est créer un rapport de force profitable à l'un, nuisible à l'autre. Une telle instance sera plus aisément dominée par les lobbies de producteurs, dont les grands lobbies américains, que par les lobbies de consommateurs qui demandent des changements de législation pour une meilleure protection. Et une alliance entre les consommateurs américains et européens est bien plus difficile à réaliser qu'une alliance entre les multinationales.

Si la majorité des Commissaires sont pro-TTIP, ils vont désigner, comme membres de ce Conseil, des techniciens eurosceptiques qui vont jouer le jeu des lobbies pro-américains. Quel peut être le rôle des Parlements européen et nationaux?

Si on laisse la Commission choisir ses interlocuteurs dans les lobbies, on n'a pas de vrai pluralisme. Le pluralisme vient du Parlement si celui-ci remplit son rôle. Le TTIP est un test redoutable pour la crédibilité du Parlement européen. Celui-ci a tendance à rester en cohérence avec la majorité à Berlin qui rassemble socialistes et PPE. En s'appuyant sur cette majorité, on contrôle les deux grands groupes du Parlement européen. Si le Parlement reste dans cette logique dominée par les intérêts nationaux, il va ruser et conclure: «TTIP oui, si», et va énumérer des conditions faciles à rencontrer. Le TTIP passera et la distance entre le Parlement et l'opinion se creusera. Le Parlement doit donc revenir à sa vocation fondamentale, celle d'exprimer les courants politiques transnationaux. Le Parlement doit faire éclater la tutelle des gouvernements.

On va voir, avec le TTIP, si le Parlement peut engager un débat portant sur le modèle de société. Car le TTIP est biaisé par un modèle de droite, alors que l'Europe a vocation à libérer

le débat gauche – droite. C’est fondamental pour une vraie démocratie en Europe: les enjeux ne peuvent être résolus par des solutions toujours favorables aux grands groupes industriels.

Pourquoi vouloir une «Otan économique», selon l’expression d’Hillary Clinton, plutôt qu’une approche multilatérale incluant la Chine, le Brésil, l’Inde, la Russie? Ne favorise-t-on pas une reconstruction de Blocs économiques, politiques, voire militaires?

Je redoute que derrière les Blocs commerciaux se profilent des Blocs commerciaux et monétaires, et derrière ceux-là, des Blocs économiques qui deviennent rivaux et finalement des forces potentielles d’affrontements militaires. Au vu de l’Histoire, c’est un risque sérieux. C’est un risque qu’il faut étouffer dans l’œuf. Un système multilatéral est la meilleure garantie de ne pas dériver vers des conflits de Blocs.

Ceux qui s’engagent dans la reconstruction des Blocs ne mesurent pas les risques auxquels ils exposent le reste du monde. Organiser une coalition réglementaire atlantique qu’on va ainsi imposer au reste du monde, semble anodin, les gens réalistes pensent que c’est ce qu’il faut faire. Mais en réalité, cela induit une dynamique dangereuse, car la réponse chinoise ne sera pas naïve, mais très sophistiquée : elle va miser sur l’intégration de l’Asie déjà en préparation par les accords de Chiang Maï ¹, par la banque du développement chinoise, par une volonté de voir le Yuan à entrer dans le panier des monnaies du FMI avec un grand pouvoir de la Chine dans ces structures. On voit qu’une coalition peut se former en Asie.

Vous avez été collaborateur de dirigeants européens, Pascal Lamy et Étienne Davignon. A quel moment avez-vous perçu que les dérives européennes vous obligeaient à vous démarquer de cette politique économique, sociale et stratégique au point de devenir un des porte-paroles de l’analyse critique du TTIP?

Ce fut l’expérience Thatcher-Reagan, quand j’ai vu arriver cette prétention inouïe de détenir LA vérité en économie. Penser que les marchés dispensent le politique de faire ses choix sociaux est intolérable.

Dans ma formation, en grande partie américaine, j’ai été très influencé par Musgrave, un théoricien des finances publiques qui a développé les trois fonctions de l’économie: assurer la croissance par une bonne allocation des ressources à travers le marché avec le concours des Etats, seuls à pouvoir fournir des biens publics; assurer la stabilisation économique ET assurer l’équité par la redistribution.

Que le marché seul puisse régler les trois problèmes est un leurre. La libéralisation totale du marché du travail, par exemple, conduit à un nouvel équilibre, mais un équilibre à un niveau de pauvreté intolérable pour la démocratie. Le néo-libéralisme est doublement erroné: sur le plan économique, c’est la marchandisation de tous les aspects de la vie et de la société au motif que le marché est toujours plus efficace et s’autorégule; sur le plan politique, c’est cette prétention inouïe que l’Etat doit s’effacer. Nous ne pouvons pas, en démocratie, laisser se créer cet écart entre le marché et le politique. C’est ce qui se passe aux Etats-Unis avec l’argent omniprésent dans les campagnes électorales et dans le choix des hommes. Les grandes politiques américaines, dont le commerce, sont asservies aux intérêts de ceux qui ont financé la campagne des sénateurs et du président.

¹ Accord d’échange de devises à court terme entre la Chine, le Japon, la République de Corée et les dix pays membres de l’Association des nations de l’Asie du sud-ouest (ASEAN) entré en vigueur en 2010.

Nous ne pouvons pas prendre le risque de ce mariage contre nature avec un système foncièrement à l'opposé du nôtre.

Propos recueillis par Bernadette van Zuylen et Jean-Claude Garot